

Pourquoi donne-t-on à nos soldats qui font leur trente jours d'entraînement de vieux fusils Ross, dont plusieurs ne peuvent servir au tir? Seuls ceux qui ont été remis à neuf peuvent être utilisés ainsi?

2. Pourquoi manque-t-il tant de mitrailleuses à nos unités de mitrailleurs?

3. Comment se fait-il que l'équipement de signaleurs est à peu près inexistant? M. Baldwin a insisté sur ce point en exposant notre situation le 1er octobre.

4. Quelle est la situation relativement aux mitrailleuses Bren? Pourquoi tant de secret au sujet de leur production? On nous dit de temps en temps que la production de tel ou tel article répond aux prévisions ou marque une avance sur ces prévisions, mais nous connaissons à peine en quoi celles-ci consistent. Que sont-elles en ce qui concerne les mitrailleuses Bren? On nous dit que le nombre est fixé à mille mitrailleuses à la fin de mars prochain, et qu'une bonne partie de ces armes est destinée à l'Angleterre.

5. Avons-nous des pièces de vingt-cinq pour notre artillerie? M. Baldwin prétend qu'il n'y en a qu'une seule. Nos unités d'artilleurs n'ont pour armes que des pièces de dix-huit surannées provenant de la dernière guerre. Deux unités d'artilleurs, à l'entraînement dans ma province, l'une à St. Stephens et l'autre à Fredericton, n'ont pas même eu un canon en bois pour leur entraînement. J'en ai parlé aux officiers, et ils en sont dégoûtés.

6. Où en sommes-nous rendus dans la production de chars d'assaut au Canada? Si toutefois nous avons débuté, combien en avons-nous fabriqués?

7. Où en sommes-nous dans la construction d'avions? On m'a dit qu'on ne fabrique pas de moteurs, mais qu'on espère en construire plus tard, à une époque qu'on ne précise pas.

8. A quel nombre s'élève la production d'hélices et de moyeux d'avion?

9. Comment notre effort soutient-il la comparaison avec celui de notre nation-sœur, l'Australie? S'il faut en croire un rapport que j'ai lu, il semble que dans tous les domaines de l'effort de guerre, l'Australie, qui ne compte environ que les deux tiers de la population du Canada et probablement moins des deux tiers des richesses de notre pays, laisse le Canada loin derrière elle.

Je ne prétends pas que nous n'avons pas en ce moment la volonté d'agir. Il fut un temps où on aurait peut-être justifié une telle accusation, mais la force de l'opinion publique, en regard de la tournure tragique qu'ont pris les événements le printemps et l'été derniers, a fait disparaître cette torpeur.

Ce ne sera plus la contribution aisée et modérée qu'on a promise en certains milieux, en vertu de laquelle le Canada allait assumer

sa propre défense côtière et apporter l'aide économique et matérielle en denrées alimentaires et approvisionnements.

Voilà quelques-unes des questions qui hantent l'esprit des Canadiens, après quatorze mois de guerre. Je suggère au ministère, dans sa réponse, de laisser de côté les superlatifs, de s'en tenir aux réalités et de mettre le peuple au courant des faits. On a servi trop longtemps aux Canadiens une propagande élaborée par les directeurs des relations extérieures. Et lorsqu'un homme ne fait plus l'affaire d'un certain ministre du cabinet, il est mis à la porte, et remplacé par un autre, pour cause, probablement, je l'ignore. Le Gouvernement instituera-t-il, oui ou non, un comité ou des comités de la Chambre, chargés d'étudier ces questions d'une façon concrète afin que l'on connaisse la vérité toute nue?

Qu'il me soit permis d'aborder brièvement la situation internationale. Je demande pardon à la Chambre de retenir si longtemps son attention. Je ne veux certes rien faire qui soit de nature à créer des embarras au Gouvernement en ce qui concerne la situation sur le littoral du Pacifique. Je suggère, cependant, que le ministère nous dise quelque chose de nos relations avec le Japon. Selon les renseignements qui me sont venus de la Colombie-Britannique, il semble que les nationaux japonais qui vivent dans cette grande province montrent beaucoup d'arrogance. J'espère que le premier ministre (M. Mackenzie King) y fera quelque allusion.

Que pense-t-on du gouvernement de Vichy? Je me suis abstenu depuis le commencement de dire quoi que ce soit au sujet de Vichy. Je crois que le Canada devrait prendre une certaine attitude et j'ai fait connaître mon avis au premier ministre sur cette question. Je ne voudrais pas faire quoi que ce soit de nature à embarrasser le moins le Gouvernement, mais il me semble que le premier ministre devrait nous parler de Vichy.

Je passe maintenant à la question de nos relations avec les Etats-Unis. Après la réunion d'Ogdensburg, on a établi un comité de défense mixte et, le moins que l'on puisse dire, c'est que ses actes reçoivent une grande publicité. Je n'ai jamais condamné les conversations d'Ogdensburg. Dans un discours à Toronto j'ai dit qu'elles visaient un but élevé et noble, et je le crois encore. Cependant, j'ai cru devoir donner un avertissement au peuple canadien et lui apprendre que ce qui a été annoncé à Ogdensburg avec une publicité bruyante s'accomplissait autrefois dans le plus grand secret. Et mon ami (M. Stirling) l'a dit au premier ministre lorsque nous lui avons rendu visite le 20 août.

Pour ce qui est de mes allusions à M. Roosevelt, à l'effet que ce n'était que de l'étalage